



A l'initiative du collectif « pour une réa à l'hôpital de Manosque », Des membres des comités de défense de l'hôpital public et des organisations syndicales ont manifesté mercredi à Marseille devant les locaux de l'ARS (Agence régionale de la santé).

Manosque s'anime pour la réanimation

« Un conseil, soyez très prudent lorsque vous allez faire du ski dans les Alpes du Sud, faire des randonnées ou cueillir des champignons » : Gérard, militant à SUD, montre ainsi que la non ouverture d'un service de réanimation à l'hôpital de Manosque, pourtant flamboyant neuf, ne concerne pas que les habitants de cette commune de 23 000 habitants en plein développement, ni même le secteur de cet établissement qui compte lui 116 000 âmes, réparties sur les départements des Alpes-de-Haute-Provence et du Vaucluse. L'établissement disposant d'un service de réanimation le plus proche est Digne, mais à 60 km, sur des routes semi-montagneuses. Et, de toute façon, les lits y sont souvent occupés. Alors, le ras-le-bol des habitants, du personnel ne cesse de s'accroître. D'autant que, pour que la population soit en sécurité, il faut qu'elle soit, au plus, à 30 minutes d'un service de réanimation.

« L'ARS, une structure à encéphalogramme plat »

Mercredi, une manifestation a eu lieu devant les locaux de l'ARS (Agence régionale de la santé), à Marseille, où une table ronde s'est déroulée. En effet, malgré des promesses réitérées, dont celle du Premier ministre, l'établissement ne dispose toujours pas de ce service. Pourtant, ce dernier, le 27 octobre 2008, avait annoncé que des propositions allaient très rapidement être faites. « ... pour qu'il y ait à Manosque un service de

réanimation qui soit adapté aux capacités de l'hôpital, qui soit adapté aux besoins de cette communauté dont la croissance est très importante ».

Le rapement du Premier ministre étant ce qu'il est, toujours rien en vue : « On demande donc en premier lieu à Digne où les lits sont souvent occupés. Nous nous tournons ensuite vers Aix, Marseille et même, parfois, Toulon ou encore

Le personnel de l'hôpital de Manosque et les usagers manifestent pour obtenir l'ouverture d'un service de réanimation dans cet établissement neuf.

Reportage

Michel Caire
Photos Stéphane Clad

Nice », explique pour sa part Eliane, militante CGT de l'établissement hospitalier.

Et c'est une délégation passablement irritée qui est sortie de la table ronde, comme l'explique Jean-François Pellarrey, un des animateurs du collectif réanimation de Manosque : « Cette réunion confirme, une fois de plus, que l'ARS est une structure à encéphalogramme plat. Elle se retranche derrière des

questions de calendrier pour éviter d'aborder les demandes exprimées par des populations en mal de santé. » Tandis que pour Pierre Charpy, le maire communiste de Sainte-Tulle, commune attenante à Manosque, « cette réunion est la démonstration de la recentralisation de l'Etat ». Tandis que le conseiller général PCF de Sainte-Tulle, avance : « Les propos que nous avons entendus représentent une régression par rapport à tout ce qui a pu nous être dit ces derniers mois. »

L'agence a en effet affirmé qu'une décision ne pourra être prise que dans le cadre d'une modification du Schéma régional d'orientations sanitaires. Un recul par rapport aux maintes promesses faites par le gouvernement, l'Igas (Inspection générale des affaires sociales). Tania, infirmière CGT, évoque un des côtés abusques de ce dossier : « Un inspecteur de l'Igas a dit intervenir en notre faveur. Il n'a plus le dossier en charge. Le préfet des Alpes-de-Haute-Provence nous a fait les mêmes promesses. Là encore, ne voyant rien venir nous avons appelé. Lui est muet. »

« Une réunion purement scandaleuse »

Alors, comment s'étonner que plus de 30 000 personnes aient signé une pétition en faveur de la création de ce service ? Jean-Claude, membre du collectif et militant PCF, explique : « En fait, les gens sont révoltés de voir que des sommes importantes ont été dépensées pour créer un nouvel hôpital et qu'il ne dispose pas d'un ser-

vice de réanimation. Ils ont le sentiment d'un immense gâchis. »

Deux élus régionaux étaient également présents, Nathalie Lefebvre et Jean-Marc Coppola (Front de Gauche). Ils ne mâchent pas leurs mots. Ainsi, Nathalie Lefebvre, vice-présidente déléguée aux services publics et à la démocratie de proximité, dénonce « une réunion purement scandaleuse » et « l'absence du directeur de l'ARS ». Elle considère : « C'est significatif de la manière dont le gouvernement apporte des réponses aux revendications en faveur du service public. Et comment, dans ce cas, on construit une santé à deux vitesses. »

Alors, pour Jean-François Pellarrey, « il est clair pour nous que les choses se jouent ailleurs, dans la montée en puissance des collectifs, associations, les syndicats, tels la CGT, SUD et la FSU présents aujourd'hui, les progressistes de gauche, PCF, Parti de Gauche, NPA, PS, sur cette question. Elle passe également par le renforcement de l'action de la coordination nationale de défense des hôpitaux et maternités de proximité avec des manifestations, pourquoi pas le même jour, devant des ARS où des problèmes se posent. Il faut que l'Etat arrête de se retourner contre la population. »

Il est vrai que, selon Gérard de SUD, ce refus de créer un service de réanimation à Manosque peut s'expliquer par l'annonce de la création d'un établissement privé à Aix-en-Provence, à proximité des autoroutes, l'Etat payant la bretelle de rattachement.